



REGLEMENT DE L'AMI

Appel à Manifestation d'Intérêt

AMI N° : 2673S01 AMI

Référencement dans le cadre du dispositif « SoluCClo Prestataires »
de la CCI Savoie



Les offres



Date limite de remise des propositions :
Vendredi 19/03/2026- à 12h00

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Savoie

13 Allée du Lac de Constance

CS 83831

73371 Le Bourget du Lac

Tél : 04 57 73 73 73

www.savoie.cci.fr

Table des matières

A. Portée de l'appel à manifestation d'intérêt	3
1. Contexte	3
2. Cadre juridique	3
3. Historique	4
4. Intérêt du dispositif	4
5. Evaluation des candidatures	4
6. Conditions de participation	4
7. Bilan des prestations	5
B. Conditions tarifaires	5
1. Rémunération de la CCI Savoie	5
2. Condition tarifaire pour le prestataire	5
C. Conditions de l'AMI	6
1. Critères et Commission de sélection	6
2. Déroulement de la procédure	6
D. Dispositions générales du contrat d'apporteur d'affaires	6
1. Durée du contrat	6
2. Non exclusivité	7
E. Modalité de remise des manifestations d'intérêt	7
1. Dossier de l'AMI	7
2. Date limite de remise des propositions	7
3. Conditions d'envoi ou de remise des propositions	7
F. Renseignements complémentaires	8
G. Litiges et recours	8
ANNEXE 1 : Liste des prestations	9
ANNEXE 2 : Barème du référencement	10
ANNEXE 3 : Formulaire de réponse	12
ANNEXE 4 : Accord de protection des données	14

A. Portée de l'appel à manifestation d'intérêt

1. Contexte

Dans le cadre de leurs missions, les collaborateurs de la CCI sont en contact régulier avec de nombreuses **entreprises, collectivités et porteurs de projets** du territoire. Ces échanges leur permettent de repérer précisément les besoins en accompagnement, conseil, prestations, voire en fournitures et équipements.

La CCI Savoie souhaite pouvoir mettre en relation ses clients ayant des besoins dans les domaines spécifiques listés, en complément de ses accompagnements. Dans cette optique, la CCI Savoie a décidé de **référer des consultants et prestataires** (services et produits) selon leurs compétences spécifiques dans différents champs d'expertise. En effet, les dirigeants de TPE/PME, porteurs de projet et les responsables de collectivités, pour qui le choix d'experts externes sur ces sujets demeure souvent difficile, doivent pouvoir s'appuyer sur des professionnels fiables et compétents.

Dans le cadre du dispositif « SoluCClo Prestataires », la CCI Savoie a pour objectifs :

- d'identifier les domaines d'activité nécessitant l'intervention d'un prestataire disposant de l'expertise requise en s'inscrivant dans le prolongement de ses missions d'accompagnement et d'appui, en étant totalement dissociable des missions de service public et d'intérêt général qu'elle propose et pour lesquelles il n'y a aucune possibilité de conditionnement à l'achat de prestation ;
- d'aider les dirigeants d'entreprise, porteurs de projet ou responsables de collectivités à se repérer dans l'offre existante en sélectionnant des experts répondant au mieux à leurs besoins et ayant connaissance des enjeux et particularités de cette cible ;
- de soutenir l'activité des prestataires en leur donnant une visibilité supplémentaire auprès de dirigeants d'entreprises, porteurs de projets ou responsables de collectivités.

Pour la mise en place du dispositif « SoluCClo Prestataires », et afin de garantir la qualité de service des prestataires auxquels les clients finaux vont pouvoir confier leur projet, la CCI Savoie a choisi de lancer un **Appel à Manifestation d'Intérêt** afin de procéder, à l'appui d'un cahier des charges, au référencement de consultants et prestataires sur la base de leurs compétences spécifiques et tarification qu'ils ont le cas échéant proposés.

2. Cadre juridique

L'article L. 710-1 du Code de commerce donne pour mission statutaire aux CCI de contribuer « au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises ». Cet article présente une liste non exhaustive de missions dévolues aux CCI pour accomplir leur mission de service public ou mission d'intérêt général. Parmi ces missions, la loi prévoit que les CCI peuvent assurer « des missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des créateurs et repreneurs d'entreprises et des entreprises ». Elle les autorise également à exercer des activités « de nature marchande », dès lors qu'elles « s'avèrent nécessaires pour l'accomplissement de [leurs] autres missions ». Les CCI disposent ainsi d'un champ d'intervention et de moyens étendus pour soutenir et accompagner les entreprises. L'activité de référencement exercée par une CCI qui s'inscrit dans le prolongement de ses missions d'accompagnement et d'appui aux entreprises est directement utile à l'exercice de celles-ci pour exercer des **mises en relation**.

Dans le cadre du dispositif « SoluCClo Prestataires », le référencement donnera lieu à la signature d'un **contrat d'apporteur d'affaires** précisant les modalités de collaboration et les conditions financières applicables.

Le présent AMI ne constitue pas un marché public.

3. Historique

Ce référencement intègre de nouvelles thématiques et modalités de fonctionnement faisant suite aux appels à manifestation d'intérêt diffusés :

- le 20 février 2024
- le 20 février 2025

4. Intérêt du dispositif

À travers cette proposition de collaboration, la CCI Savoie poursuit plusieurs objectifs complémentaires. D'une part, il s'agit d'accompagner les dirigeants de TPE et de PME, les porteurs de projet ainsi que les responsables de collectivités dans la compréhension et le décryptage d'une offre souvent dense et complexe. En sélectionnant des experts reconnus, capables de répondre précisément à leurs besoins et maîtrisant les enjeux, contraintes et spécificités propres à ces publics, la CCI Savoie facilite la mise en relation et sécurise les choix des bénéficiaires.

D'autre part, cette démarche vise à soutenir le développement de l'activité économique des prestataires partenaires, en leur offrant une visibilité supplémentaire auprès de nouveaux clients potentiels sur le territoire. Elle contribue ainsi à valoriser les savoir-faire, à renforcer les liens entre acteurs économiques et à favoriser une dynamique de coopération durable au service du développement territorial.

Les prestataires recevront directement les coordonnées et besoins de prospects qualifiés, en attente de proposition commerciale. Une qualification de besoin sera réalisée par la CCI Savoie à destination du prestataire pour l'aider à formuler son offre commerciale.

5. Evaluation des candidatures

Cet appel à manifestation d'intérêt vise à référencer des expertises réunies dans une liste d'activités fournie en **Annexe 1 « Liste des prestations »**. La notation des candidatures sera établie sur l'**Annexe 2 : « Barème du référencement »**

Le contrat d'apporteur d'affaires est conclu intuitu personae. Seules les personnes dont les CV ou profils auront été fournis pourront intervenir pour le prestataire retenu. Une sous-traitance partielle pourra être tolérée, mais garantie par le prestataire signataire du contrat.

6. Conditions de participation

(L'exhaustivité des conditions de participation est à retrouver dans le contrat d'apport d'affaires fourni).

Les prestataires pourront candidater à autant de lots que souhaité, mais seulement 3 prestataires maximum seront référencés par lot. Un prestataire pourra être référencé sur autant de lots que nécessaire. Les élus de la CCI ne peuvent pas candidater sur le territoire de leur CCI.

Les prestataires référencés pourront être amenés à présenter leurs offres de service aux collaborateurs de la CCI Savoie pour une meilleure prescription. **La CCI Savoie ne s'engage pas à apporter un nombre minimum d'affaires** et le client reste seul décisionnaire du choix et du recours aux prestataires.

Lors d'une sollicitation par un client, la CCI Savoie communiquera la demande à au moins 2 prestataires référencés lorsque cela est possible, pour permettre une mise en concurrence au sein même des prestataires référencés.

Les prestataires référencés devront être en capacité d'intervenir physiquement en Savoie sur les sites des clients dans son périmètre d'intervention.

Les questions de responsabilité dans la relation commerciale relèvent du client accompagné et/ou du prestataire. **Aucune responsabilité ne peut être recherchée envers la CCI.**

7. Bilan des prestations

A la fin de chaque prestation, à la réception du livrable final par le client, celui-ci pourra être invité à renseigner un questionnaire de satisfaction envoyé par la CCI sur la qualité de la prestation et ses conditions de mise en œuvre. Les résultats de ce questionnaire permettront de renforcer la qualité des prestations et pourront impacter le référencement ultérieur du prestataire.

Un bilan annuel des actions pourra être rédigé par la CCI Savoie. Il décrira les actions engagées, les moyens mis en œuvre, les résultats observés et les suites qui seront données aux collaborations avec les prestataires sur chacun de ces aspects.

B. Conditions tarifaires

1. Rémunération de la CCI Savoie

La CCI Savoie se rémunérera par une commission systématique qui ne sera due et exigible qu'**après facturation et encaissement** effectif par le prestataire du prix des produits et services concernés. Le prestataire peut choisir de devancer le règlement.

Taux de commissionnement : 10% du chiffre d'affaires généré par le dispositif « SoluCClo Prestataires »

Cette commission ne doit pas avoir pour effet d'augmenter le tarif proposé par le prestataire. Elle s'applique à toute facturation par le prestataire (prestation à l'heure, au forfait, complément de commande, facturation à la commission / success fee...) à partir du moment où l'affaire est générée suite à une mise en relation par la CCI Savoie ou suite à un événement organisé par la CCI Savoie faisant intervenir un prestataire référencé.

Cette commission sera due **pour toute vente conclue avec la clientèle présentée au prestataire pendant la durée du contrat grâce à l'intervention de la CCI Savoie.**

2. Condition tarifaire pour le prestataire

Une **remise de 10%** sera accordée au client par le prestataire en faisant obligatoirement référence au dispositif « SoluCClo Prestataires » de la CCI Savoie.

L'intervention volontaire d'un prestataire du dispositif « SoluCClo Prestataires » dans un événement atelier/réunion/conférence organisé par la CCI Savoie se fera sans contrepartie financière, ni défraiement.

Cas de non-application ou d'application partielle :

- En cas d'offre mixte (fixe + variable type commissionnement/succes fee) : la remise ne s'appliquera que sur la part fixe ;
- si le prestataire applique une autre réduction, quelle qu'elle soit et qu'elle qu'en soit sa forme, au bénéfice du client, si elle supérieure ou égale à 10% ;
- si le prestataire facture son offre auprès du client sur la seule base d'un commissionnement/success fee (dont le taux et les modalités seront précisés dans le devis) ;
- Les frais de mission (déplacement, restauration, hébergement) ne sont pas soumis à la remise.

C. Conditions de l'AMI

1. Critères et Commission de sélection

Il s'agit d'un appel à manifestation d'intérêt qui repose sur une manifestation des candidats dans les conditions définies au présent Règlement. Les critères de sélection sont détaillés dans l'**Annexe 2 : Barème de référencement**.

La commission de sélection sera la **commission des marchés de la CCI Savoie**. Elle analysera les réponses et aura le droit de demander des renseignements complémentaires, voire d'inviter les prestataires à défendre leur candidature.

2. Déroulement de la procédure

La procédure se déroule ainsi :

- **Étape 1** : Envoi du formulaire de réponse (**Annexe 3**) et de l'accord de protection des données (**Annexe 4**) complétés et signés, avec les **pièces justificatives** des différents critères, par email, courrier, dépôt à la CCI, ou sur la plateforme PLACE
- **Étape 2** : Accusé de réception par email de la CCI Savoie au candidat prestataire
- **Étape 3** : Commission de sélection au cours de laquelle le candidat peut être auditionné
- **Étape 4** : Notification par email des candidats refusés et référencés
- **Étape 5** : Signature des contrats d'apport d'affaire.

D. Dispositions générales du contrat d'apporteur d'affaires

Le modèle de contrat d'apporteur d'affaires est fourni préalablement dans le dossier de l'AMI, aucune modalité ne pouvant être adaptée individuellement.

1. Durée du contrat

Le contrat d'apporteur d'affaires est conclu à partir de la date de notification pour une **durée de 1 an**.

Le contrat est reconduit tacitement par périodes successives d'un (1) an, dans la limite de deux (2) reconductions.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CCI ou le Prestataire au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

Les missions engagées pendant la durée du contrat pourront être menées à leur terme au-delà de la date d'échéance du contrat.

2. Non exclusivité

Le contrat d'apporteur d'affaires est conclu **sans exclusivité** de part ni d'autre, chaque partie se réservant la possibilité de conclure des contrats analogues avec tout autre organisme ou entreprise.

E. Modalité de remise des manifestations d'intérêt

1. Dossier de l'AMI

Le dossier de l'AMI est téléchargeable sur le site de la CCI Savoie et PLACE le temps de la publication.

Le dossier de l'AMI contient :

- Le règlement de l'AMI et ses annexes
- Le modèle de contrat d'apporteur d'affaires (qui sera fourni prérempli par la CCI Savoie aux prestataires retenus)
- Un mémo récapitulatif de fonctionnement pour les prestataires retenus

2. Date limite de remise des propositions

La date et l'heure limites de réception des propositions sont celles indiquées en page de garde du présent Règlement de l'AMI.

3. Conditions d'envoi ou de remise des propositions

Le candidat devra retourner le formulaire de réponse (**Annexe 3**) et l'accord de protection des données (**Annexe 4**) complétés et signés avec les pièces justificatives :

Les candidats pourront recourir au choix à une :

- transmission via PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
- transmission électronique, remise à l'adresse suivante : s.merolli@savoie.cci.fr
- transmission par voie papier, à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Savoie

A l'attention de Simon MEROLLI

13 Allée du Lac de Constance

CS 83831

73371 Le Bourget du Lac

F. Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent poser toutes les questions d'ordre administratif ou technique :

- soit directement via la PLACE
- soit par email auprès du service de la CCI à l'adresse suivante : s.merolli@savoie.cci.fr

G. Litiges et recours

En cas de litige, les parties s'engagent à tenter de le régler par voie amiable. En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Grenoble sera seul compétent pour régler le litige.

ANNEXE 1 : Liste des prestations

Liste des thématiques couvertes par le référencement « SoluCClo Prestataires »

En cas de compétence partielle à un lot, ou de spécification selon les secteurs d'activités, le préciser dans le formulaire de réponse (Annexe 3)

LOT	Prestations de conseil, audit, réalisation de dossiers/études, installation
RSE #12 Installation d'ENR*	. Installation de tout système de production d'énergie renouvelable (solaire photovoltaïque, chaleur fatale...) . Option : Etude préalable au dimensionnement
RSE #13 Optimisation et financement d'installation d'ENR*	. Autoconsommation collective : Conseil / Accompagnement / Mise en œuvre / Frais d'adhésion à une structure porteuse / Suivi + Option : montage de structure juridique de portage . Dispositif de (co)/financement d'installation de production d'ENR* et mobilité
RSE #14 Installation de bornes de recharge de VE**	. Dimensionnement et installation d'infrastructures de recharge . Fourniture de services de recharge (pilotage, logiciel, interopérabilité...)
RSE #15 Installations & CEE	. Installation de tout matériel ou dispositif donnant droit à des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) . Montage du dossier administratif permettant de bénéficier des CEE
RSE #16 Sécurité incendie	. Diagnostic incendie (ERP ou toute entreprise) . Installation de matériels de sécurité incendie (plans, BAES, extincteurs...) . Option : Formation des équipiers d'intervention
TR #23 Fichier d'entreprises	. Vente de fichiers qualifiés d'entreprises, disposant d'informations spécifiques (coordonnées, CA,...)
TR #24 Campagne d'évaluation	. Campagnes d'évaluation anonyme (visites, appels, e-mail tests, reporting) pour mesurer la qualité du service et l'expérience client auprès de commerçants
TR #25 Facturation électronique	. Plateforme agréée de réception/émission de factures électroniques (hors prestation gratuite) . Option : tout service numérique complémentaire de gestion financière et comptable . Option : interopérabilité (ou intégration) avec logiciel de caisse
TR #26 Langues étrangères	. Accompagnements et/ou formations en langues étrangères, individuel ou collectifs, en intra ou interentreprises <i>(Mise à disposition possible de salles de la CCI Savoie via une prestation séparée selon tarifs et conditions en vigueur)</i>
TR #27 Stratégie touristique	. Analyse et planification touristique : anticipation des évolutions du tourisme et construction des modèles de développement adaptés aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux.
TR #28 Formation les gestes qui sauvent (GQS)	. Gestes essentiels de premiers secours . Formation de 2h . Organismes agréés de sécurité civile (OASC)

* Energie Renouvelable

** Véhicule Electrique

ANNEXE 2 : Barème du référencement

Nombre maximum de points : 40

N°	CRITERE	Indications	Obligatoire	Exemples de justificatifs	Notation
1	Présentation des activités et prestations	Le prestataire doit assurer des prestations figurant à l'Annexe 1. Il peut également proposer des prestations complémentaires associées, telles que l'assistance, la maintenance, le suivi ou le développement logiciel... Il devra par ailleurs préciser si les activités correspondant au(x) lot(s) retenu(s) sont maîtrisées partiellement ou intégralement.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Portfolio • Lien vers un site web du prestataire ou vers une page d'un réseau social détaillant les activités réalisées par le prestataire • Brochure commerciale • Méthode d'accompagnement • Autre élément permettant de déterminer la nature des activités du prestataire 	5 points
2	Compétences des intervenants	Le prestataire devra justifier des compétences des personnes mobilisées sur le périmètre d'expertise concerné. L'évaluation prendra en compte le niveau de compétence présenté ainsi que la diversité des profils proposés, tout comme l'organisation de la structure et le maintien des compétences.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Curriculum Vitae (CV) • Profils LinkedIn • Organigramme • Formations continues des intervenants • Numéro « NDA » (numéro de déclaration d'activité des formateurs et organismes de formation) en cas de proposition de prestations de formation 	7 points
3	Zones géographiques d'intervention	Le prestataire doit être en capacité d'intervenir physiquement en Savoie sur les sites des clients.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Renseignement et signature de l'Annexe 3 (formulaire de réponse) comprenant un engagement à être en capacité d'intervenir auprès de tout établissement dans le département de la Savoie • Expérience d'intervention en Savoie 	1 point
4	Existence juridique	Le prestataire doit être une entreprise en activité.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Extrait Kbis, RNE, RNA 	1 point
5	Conformité de l'entreprise aux lois et réglementations relatives à son activité	Le prestataire doit attester sur l'honneur du respect des lois et des réglementations en vigueur qui s'appliquent à son activité.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Renseignement et signature de l'Annexe 3 (formulaire de réponse) comprenant un engagement sur l'honneur, par le dirigeant de l'entité morale qui candidate • Autres selon activité spécifique (ex : intervenants en prévention des risques professionnels, incendie...) 	1 point
6	Conditions Générales de Vente	Le prestataire doit pouvoir informer le client des conditions de ventes d'un produit ou d'une prestation de services.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Transmission des Conditions Générales de Vente (CGV) 	1 point
7	Souscription d'une assurance	Le prestataire doit souscrire à une assurance de responsabilité civile professionnelle qui couvre le champ d'activité du référencement.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation RC mentionnant le champ d'activité 	1 point

N°	CRITERE	Indications	Obligatoire	Exemples de justificatifs	Notation
8	Protection des données personnelles	Le prestataire doit documenter sa stratégie en matière de respect du RGPD et protection des données personnelles.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Accord de protection des données (Annexe 4) • Tout document montrant la prise en compte du RGPD et de ses enjeux par le prestataire et à destination de ses clients (politique de protection des données personnelles, politique de confidentialité, trame de contrat client intégrant des clauses contractuelles spécifiques, ...) 	1 point
9	Tarifs appliqués et conditions tarifaires	Le prestataire doit proposer une offre et une politique tarifaire adaptée aux entreprises du territoire. La clareté et le niveau de ces offres seront pris en compte.	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Tarifs appliqués • Devis type anonymisé adapté à la cible • Documents commerciaux • Contrat-type utilisé • Tout autre élément mentionnant les tarifs appliqués ou la fourchette de prix pratiquée pour des prestations similaires 	5 points
10	Références clients	Le prestataire doit avoir réalisé des prestations sur la ou les compétences choisies	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Lister des références clients avec contact direct de la structure accompagnée pour chaque expertise concernée (lots) avec la nature de la mission et les résultats obtenus 	5 points
11	Engagement qualité	Le prestataire a mis en place un système de management de qualité avec un principe d'amélioration continue.		<ul style="list-style-type: none"> • Label ou certification • Outil de mesure de la satisfaction client • Charte interne de fonctionnement • Dispositif de veille 	5 points
12	Engagement environnemental	Le prestataire est engagé dans la transition écologique.		<ul style="list-style-type: none"> • Label ou certification • Diagnostic carbone : Bilan Carbone® ou outil gratuit LISE® de la CCI : https://missioncarbzero.fr/ • Toutes actions en lien avec un engagement environnemental et justificatifs associés 	5 points
13	Engagement sociétal	Le prestataire peut démontrer toute action en lien avec des actions territoriales, collectives, réseau, partage...		<ul style="list-style-type: none"> • Une preuve d'adhésion en cours de validité à une organisation professionnelle, club, réseau, association... 	1 point
14	Engagement Cybersécurité	Le prestataire doit décrire sa politique de cybersécurité.		<ul style="list-style-type: none"> • Tout document présentant la politique générale de cybersécurité du fournisseur et les principales actions techniques et de sensibilisation de son personnel qu'il mène 	1 point

ANNEXE 3 : Formulaire de réponse

Référencement dans le cadre du dispositif « SoluCClo Prestataires » de la CCI Savoie

Raison Sociale * :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Nom – Prénom du représentant légal * :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Adresse * :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

N° SIRET * :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

☐ Je m'engage à être en capacité d'intervenir auprès de tout établissement dans le département de la Savoie *

Je candidate à l'AMI « SoluCClo Prestataires » de la CCI Savoie pour devenir un prestataire selon les conditions présentées dans le présent règlement, et souhaite me positionner sur les lots suivants :(1 réponse minimum obligatoire – pas de maximum – le détail des lots est défini dans l'Annexe 1) :

☐ RSE #12 Installation d'ENR

☐ RSE #13 Optimisation et financement d'installation d'ENR

☐ RSE #14 Installation de bornes de recharge de VE

☐ RSE #15 Installations & CEE

☐ RSE #16 Sécurité incendie

☐ TR #23 Fichier d'entreprises

☐ TR #24 Campagne d'évaluation

☐ TR #25 Facturation électronique

☐ TR #26 Langues étrangères

☐ TR #27 Stratégie touristique

☐ TR #28 Formation les GQS

Il n'y a qu'un seul formulaire de réponse à renseigner si vous candidatez à plusieurs lots, mais prévoir autant de justificatifs annotés que nécessaires pour justifier les critères détaillés à l'Annexe 2 pour chaque lot.

Commentaire libre (description de la candidature, motivation, attentes...)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Je fournis les **justificatifs suivants** en m'appuyant sur les **instructions de l'Annexe 2** (en spécifiant le n° du critère dans le nom de fichier des pièces jointes à ce formulaire, et des lots concernés le cas échéant) :

- ☐ Critère n°1 (obligatoire) : Présentation des activités et prestations
- ☐ Critère n°2 (obligatoire) : Compétences des intervenants
- ☐ Critère n°3 (obligatoire) : Zones géographiques d'intervention
- ☐ Critère n°4 (obligatoire) : Existence juridique
- ☐ Critère n°5 (obligatoire) : Conformité de l'entreprise aux lois et réglementations relatives à son activité
- ☐ Critère n°6 (obligatoire) : Conditions Générales de Vente
- ☐ Critère n°7 (obligatoire) : Souscription d'une assurance
- ☐ Critère n°8 (obligatoire) : Protection des données personnelles
- ☐ Critère n°9 (obligatoire) : Tarifs appliqués et conditions tarifaires
- ☐ Critère n°10 (obligatoire) : Références clients
- ☐ Critère n°11 : Engagement qualité
- ☐ Critère n°12 : Engagement environnemental
- ☐ Critère n°13 : Engagement sociétal
- ☐ Critère n°14 : Engagement Cybersécurité

☐ **J'atteste sur l'honneur que l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables, et respecte les lois et réglementations en vigueur qui s'appliquent à l'activité de cette entreprise ***

Fait à Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
le Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Nom, prénom et signature(s) du représentant légal
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Cachet de l'entreprise

ANNEXE 4 : Accord de protection des données

Cet accord de protection des données est conclu entre, d'une part, La Chambre de commerce et d'industrie de la Savoie : 13 Allée du Lac de Constance - CS 83831 - 73371 Le Bourget du Lac - T. 04 57 73 73 73 (ci-après, « la CCI »)

Et, d'autre part,

Société : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Adresse : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Tél : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

(ci-après, « le Prestataire »)

Les parties s'engagent à respecter toutes dispositions en vigueur relatives à la protection des données et notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD). Elles s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que leurs traitements répondent aux exigences du règlement et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

Le Prestataire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la mise en relation
- traiter les données à caractère personnel dans le respect de la réglementation applicable et des obligations propres à chaque Partie, pour les seules finalités liées à la mise en relation et au traitement de la demande du client ;
- informer la CCI sans délai si le Prestataire identifie une pratique ou une demande de traitement susceptible de constituer une violation de la réglementation applicable.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le Prestataire ne peut pas faire appel à un sous-traitant pour traiter l'entièreté de la demande.

Dans la mesure du possible, le Prestataire doit aider la CCI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Le Prestataire notifie à la CCI toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en envoyant un mail au DPO de la CCI : dpo@savoie.cci.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CCI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Afin de garantir un niveau de sécurité adéquat, le Prestataire s'engage à mettre en œuvre :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Prestataire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à la CCI.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Prestataire. Une fois détruites, le Prestataire doit justifier par écrit de la destruction.

Le Prestataire met à la disposition de la CCI la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CCI ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait à : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

le : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Pour le titulaire

Nom, prénom : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Fonction : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Signature (précédée de la mention Bon pour accord) et tampon de la société

Les champs obligatoires () sont nécessaires au traitement de votre demande.*

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à analyser votre candidature pour l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la CCI. Les données personnelles seront conservées selon les délais prévus par les textes en vigueur relatifs aux marchés publics et référencements.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier le règlement général sur la protection des données (RGPD), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de portabilité et de rectification des informations qui vous concernent. Vous pouvez également, vous opposer ou obtenir la limitation des traitements, l'effacement des données vous concernant ou encore introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle tel que la CNIL.

Pour toute information ou exercice de vos droits, vous pouvez également contacter notre DPO : dpo@savoie.cci.fr - CCI Savoie – 13 Allée du Lac de Constance - CS 83831 - 73371 Le Bourget du Lac

Ces données pourront être utilisées pour vous communiquer des informations sur les événements, les activités et les services du réseau des CCI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Si vous ne souhaitez pas/plus les recevoir merci de cocher cette case ☐